

MR GODIH DJAMEL TORQUI

ENSEIGNANT

FACULTE DES SCIENCES ECONOMIQUES, DES SCIENCES DE GESTION ET DES SCIENCES
COMMERCIALES

UNIVERSITE A. IBN. BADIS (MOSTAGANEM)

DEPT DES SCIENCES DE GESTION

T/ 07 73 54 01 23.

EMAIL : godihdjamel@hotmail.fr

A MR LE PRESIDENT DU COLLOQUE

OBJET : participation au colloque

International sur l'efficacité de la politique monétaire

Dans les PVDS

ELEMENTS DE REFLEXION SUR LA POLITIQUE MONETAIRE EN ALGERIE

PAR MR GODIH DJAMEL TORQUI

UNIVERSITE A. IBN. BADIS (MOSTAGANEM)

INTRODUCTION

La politique monétaire en Algérie a longtemps été définie comme l'un des deux grands piliers (avec la politique budgétaire) de la politique économique dont les objectifs ultimes sont : la croissance équilibrée, le plein emploi, la stabilité des prix et l'équilibre de la balance des paiements.

Aussi, la politique monétaire peut être définie comme l'ensemble des actions développées par une banque centrale et / ou gouvernement pour influencer le niveau de l'activité économique et maintenir la stabilité des prix grâce à la régulation de la quantité et du coût de la monnaie.

En Algérie l'ordonnance N°03-11 du 26 août 2003 relative à la monnaie et au crédit a abrogé la loi N°90-10 du 14 avril 1990, modifiée et complétée, relative à la monnaie et au crédit et maintenu l'ensemble des textes d'application jusqu'à leur remplacement par des règlements pris en application de la présente ordonnance.

Aussi, le statut de la banque d'Algérie, révisé par ordonnance présidentielle N°10-04 du 26 Août 2010 stipule à travers son article 35, que la banque d'Algérie a pour mission de veiller à la stabilité des prix en tant que gérant de la politique monétaire. Cette institution vient donc d'être explicitement chargée de la stabilité des prix à travers la mise en œuvre de la politique monétaire et le maintien du pouvoir d'achat du dinar. Il y a lieu de noter à ce niveau que ce rôle est une mission classique qui figure dans tous les statuts des banques centrales des pays, généralement sous forme d'objectifs de lutte contre l'inflation à hauteur par exemple de 3%.

Dans ce cadre, la politique monétaire poursuit plusieurs objectifs, entre autres :-

-La croissance, la stabilité des prix (contrôle de la quantité de monnaie) et le contrôle de l'activité bancaire ;

-Les objectifs intermédiaires et opérationnels, notamment : les taux d'intérêt, le contrôle des agrégats monétaires, le taux de change ;

Les instruments de la politique monétaire sont généralement de deux ordres :-

-Les instruments directs : encadrement et sélectivité du crédit ;

-Les instruments indirects : le réescompte, l'open market, les réserves obligatoires, la politique de change.....

Deux questions centrales sont au cœur de notre problématique dans le cadre de notre intervention :-

-Quels sont les effets induits de la politique monétaire au niveau de la sphère économique en Algérie ?

-Comment la banque d'Algérie ou plus précisément la politique monétaire peut elle contribuer à résorber la crise qui se profile en Algérie eu égard à la chute des prix du pétrole ?

Nous tenterons dans le cadre de notre modeste intervention de répondre aux questionnements ci-dessus.

I) LA MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE MONETAIRE EN ALGERIE : UN BREF RAPPEL

Jusqu'au milieu des années 1980, le système productif de l'Algérie était constitué d'un secteur public prédominant composé d'entreprises publiques aussi bien dans les secteurs industriels que dans celui des services de l'agriculture (DAS).

Le fonctionnement de l'économie était fondé sur un système de planification et d'allocation centralisée des ressources et d'une gestion administrée de la régulation économique ; le marché et le secteur privé ne jouaient qu'un rôle marginal dans le fonctionnement et la croissance de l'économie.

Le financement de l'exploitation des entreprises, assuré par les banques publiques, spécialisées chacune dans le financement d'un secteur d'activité, était effectué sur la base de la production par l'entreprise d'une documentation précisée par la législation : budget d'exploitation et plan de financement d'exploitation prévisionnel. Les banques ne se préoccupaient que du respect par les entreprises des règles de procédure ; la notion de risque était absente du comportement des banques dans leur relation avec la clientèle publique.

La crise de 1986 a révélé l'exigence de profondes réformes du système économique et de son mode de fonctionnement. Elle a conduit à un programme de réformes structurelles. L'objectif étant la refonte du système institutionnel et juridique de l'économie administrée et centralisée en vue de sa transition vers l'économie de marché. Cette exigence de réformes a conduit à engager une série de mesures touchant au mode de fonctionnement des unités économiques, au système d'incitation et de régulation et à la législation du travail. Les principales mesures entre autres ont été :-

-la réforme du système de prix par leur libération et le réaligement des prix relatifs ;

-la réforme du monopole d'état sur le commerce extérieur par la libéralisation des échanges extérieures et la convertibilité commerciale de la monnaie nationale ;

-la démonopolisation des activités économiques pour stimuler la concurrence entre les opérateurs économiques et élargir le champ d'intervention du secteur privé national et étranger ;

-La promulgation de la loi sur la monnaie et le crédit qui érige la banque centrale en centre de pouvoir monétaire et financier et consacre son indépendance et l'importance de la régulation monétaire dans la maîtrise et la résorption des déséquilibres financiers internes. Aussi , le principe directeur qui a guidé les aménagements apportés par la loi relative à la monnaie et au crédit en matière de prérogatives de l'institut d'émission et celui de l'indépendance de la banque centrale qui fait du conseil de la monnaie et du crédit un organe indépendant du pouvoir exécutif. La loi relative à la monnaie et au crédit a été promulguée donc durant la période de la mise en œuvre de la réforme, axée sur l'autonomie de l'entreprise publique, dans un contexte politique et économique particulier. Par la suite, plusieurs aménagements ont été apportés à la loi relative à la monnaie et au crédit. En effet, les aménagements ont été introduits par des ordonnances (ce qui permet d'éviter dans les faits, de faire le bilan de l'action de la banque d'Algérie et de se soustraire à un débat sur la politique monétaire du pays).

En fait, la promulgation de la loi relative à la monnaie et au crédit (loi N° 90-10 du 14 avril 1990) devait être un tournant décisif dans le processus de réformes structurelles de l'économie algérienne en transition vers l'économie de marché. Cette loi devait constituer le cadre institutionnel et

réglementaire de l'activité et de la conduite de la réforme bancaire, notamment, par la consécration de l'indépendance de la banque centrale qui devait en principe être libérée de la tutelle de l'administration économique du Pays (Ministère des finances) pour la conduite de la politique d'une part. D'autre part cette loi devait introduire des règles de transparence dans les relations du trésor avec le système bancaire et financier (absence d'influence de l'Etat sur la politique de la banque centrale à des fins budgétaires et démarcation entre les administrations publiques et les institutions financières publiques fondée sur une distinction nette entre les opérations budgétaires et les opérations bancaires. Ce nouveau cadre institutionnel devait permettre la mise en œuvre d'une série de réformes complémentaires à partir de 1991 touchant autant à la conduite de la politique monétaire qu'à la mise en place de réglementation prudentielle et à l'assainissement des banques publiques.

L'ordonnance N° 03-11 du 26 août 2003 relative à la monnaie et au crédit, publiée au journal officiel, a abrogé la loi N° 090-10 du 14 avril 1990, modifiée et complétée, relative à la monnaie et au crédit et maintenu l'ensemble des textes d'application jusqu'à leur remplacement par des règlements pris en son application, se compose globalement de Huit (8) livres. Le premier livre est consacré à la monnaie (Livre I), le deuxième à la structure, à l'organisation et aux opérations de la banque d'Algérie (Livre II), le troisième aux attributions et opérations de la banque d'Algérie (Livre III), le quatrième au conseil de la monnaie et du crédit (Livre IV), le cinquième à l'organisation bancaire (Livre V), le sixième au contrôle des banques et établissements financiers (Livre VI), le septième aux changes et mouvements de capitaux (Livre VII) et le huitième et dernier livre est consacrée aux sanctions pénales (Livre VIII).

II) LA POLITIQUE MONETAIRE ET LA CROISSANCE ECONOMIQUE EN ALGERIE

La croissance n'est pas un objectif propre à la politique monétaire ; mais une politique monétaire efficace doit concourir avec d'autres actions du gouvernement à la réalisation de cet objectif.

En Algérie, l'Etat reste encore un acteur économique de premier plan pour les années à venir et tant que la fiscalité pétrolière le permet. Il est donc prudent de réorganiser et restructurer l'économie nationale afin de développer l'industrie, l'agriculture et les services productifs pour d'une part créer de l'emploi et de la richesse, augmenter l'offre des biens et des services et d'autre part accroître les ressources de l'Etat à travers la fiscalité ordinaire. Cette problématique est bien structurelle et appelle une stratégie globale dans laquelle les pouvoirs publics doivent mettre en cohérence toutes les solutions, les actions, les mesures, les programmes, et les plans qui concourent à la réalisation des principaux objectifs à terme au niveau sectoriel et régional. Ce qui nécessite un cap stratégique qui agrège d'une manière cohérente tous ces importants potentiels. L'objectif visé est bien sur une croissance durable et viable avec la réduction de la dépendance à l'égard des hydrocarbures et corrélativement à l'égard de la dépense publique. Aussi, et dans ce cadre, plusieurs pistes de réflexion doivent être mises en œuvre à notre sens ; il s'agit plus particulièrement :-

A)-Un dosage judicieux plan –marché

Les nouveaux mécanismes de planification doivent permettre de définir clairement l'espace d'ouverture laissée à l'entreprise en tant qu'acteur économique complémentaire de l'action de l'Etat.

B) Réconciliation des politiques monétaires, économiques et sociales :

Dans le modèle de prospective, le secteur réel doit être accompagné par le secteur monétaire et financier. La politique monétaire doit être efficace, certes d'une manière générale, le niveau des crédits à l'économie a évolué sensiblement en Algérie. Il est impératif que l'aversion au risque par les banques diminue. La politique restrictive prônée par la banque centrale et dès fois justifiée par le budget de l'Etat qui finance tout. Il est souhaitable que le budget de l'Etat puisse obéir à une obligation de résultat et non pas de moyens.

C) Modernisation des finances publiques : Cette modernisation vise principalement plusieurs points dont notamment :-

-Lier la performance budgétaire aux objectifs des politiques publiques ; Assurer la transparence et rendre des comptes.

D) Amélioration du financement bancaire :

Afin de mobiliser le potentiel de croissance hors hydrocarbures à moyen terme, le rôle des banques est décisif dans le financement des investissements productifs et des activités hors hydrocarbures et créatrices d'emploi.

E) Développement financier et croissance économique

Les raisons pour lesquelles le développement financier stimule la croissance sont bien connues (épargne, innovation, productivité), c'est pourquoi la plupart des économistes considèrent que le développement financier est favorable au développement économique. La mesure du développement financier dans le monde a mobilisé le World Economic Forum (Forum économique mondial), organisation internationale indépendante connue surtout pour le sommet annuel de Davos en Suisse. Son rapport sur l'indice du développement financier dans le monde établi en 2008 qui souligne en général que pour l'indice du développement financier, les critères d'évaluation comptent 120 variables couvrant six domaines : l'environnement institutionnel et celui des affaires, la stabilité financière, les banques, l'activité non bancaire, les marchés financiers, la disponibilité du capital et l'accès à ce dernier. Pour les concepteurs de ce rapport sur le développement financier « l'indice est un outil précieux pour comprendre les forces et faiblesses des différents pays » des systèmes financiers et les moyens de les améliorer pour favoriser la croissance économique. L'indice est destiné à servir de base pour une discussion sur le développement des systèmes financiers et comment les pays peuvent utiliser la réforme du système financier pour stimuler la croissance économique et fournir des capitaux et la possibilité à ceux qui ont le plus besoin.

F) La modernisation du marché financier

Cette modernisation fait partie des priorités affichées dans le programme du gouvernement afin de renforcer la visibilité du processus de développement national et améliorer l'environnement de l'investissement national à travers la mobilisation de l'épargne. Pour cela, il est nécessaire de revoir le mode et le schéma de fonctionnement et d'organisation du marché financier afin de répondre à des nouveaux besoins de financement direct par le marché plus complexes et plus importants.

III) LE CONTROLE DE L'ACTIVITE BANCAIRE.

La qualité et la fiabilité des institutions bancaires et financières sont le gage d'un système de financement efficace de l'économie ; c'est pourquoi il constitue un enjeu de la politique monétaire. Ce contrôle consiste à faire respecter par les banques des critères de gestion pour éviter les crises bancaires. Ces critères de gestion se traduisent par des ratios prudentiels que les banques doivent respecter : Contrôle de l'entrée dans la profession bancaire, agrément, capital social minimum, coefficient de liquidité, couverture de la division des risques ; ratio de solvabilité.....

A) Quelques règlements du conseil de la monnaie et du crédit (CMC) de la banque d'Algérie en matière de règles prudentielles.

Depuis le 1 janvier 1992 (instruction N° 34-91 de la banque d'Algérie) du 14 novembre 1991 relative à la fixation des règles prudentielles de gestion des banques et des établissements financiers, la règle prudentielle que les dénominations Françaises appellent « Ratio Cooke » et anglo saxonne Capital Adequacy Ratio est devenue obligatoire. L'application progressive de ce ratio aux banques et établissements financiers a été assurée selon des périodicités fixées par instructions de la banque d'Algérie. L'actuel accord sur les fonds propres appelé Ratio Cooke-Bâle I, en tant que rapport entre les fonds propres et les risques pondérés, a permis d'harmoniser avec succès la réglementation des risques de crédit sur le plan international. En complément du Ratio Cooke, un nouveau ratio a été mis en œuvre en 2007 en Europe et en 2008 en Algérie, il s'agit du ratio MC Donough. En Algérie, le règlement N°02-03 du 14 novembre 2002 portant sur le contrôle interne des banques et des établissements financiers prévoit ces différents ratios. Aussi, et dans ce cadre, la Banque d'Algérie et la commission bancaire continuent de veiller à ce que toutes les banques réalisent des efforts requis pour l'amélioration durable de leur gestion des risques de crédits, notamment dans la perspective de la mise en œuvre de ces nouvelles règles prudentielles Bâle II en 2008.

B) Eléments principaux du règlement du conseil de la monnaie et du crédit (CMC) de la banque d'Algérie N° 02-03 du 14 novembre 2002 portant sur le contrôle interne des banques et des établissements financiers.

- Le règlement dans son article 2 définit certains risques, notamment le risque de taux d'intérêt global, le risque de règlement, le risque marché, le risque opérationnel, le risque juridique.
- Les articles 3, 4, 5 et 6 mettent en relief le système de contrôle des opérations et des procédures internes.
- Les articles 16-33 mettent en évidence les systèmes de mesure des risques et des résultats.
- Les articles 34-39 mettent en exergue les systèmes de surveillance et de maîtrise des risques.
- Les articles 40-47 expliquent le système d'information et de documentation.

C) Règlement CMC N° 09-04 du 23 juillet 2009 portant plan de comptes bancaire et règles comptables applicables aux banques et aux établissements financiers.

Ce règlement a pour objet de fixer le plan de compte bancaire et les règles comptables applicables aux banques et aux établissements financiers en Algérie.

Applicable, ce règlement met en évidence la nomenclature de la comptabilité bancaire.

D) Règlement CMC N° 08-04 du 23 décembre 2008 relatif au capital minimum des banques et établissements financiers exerçant en Algérie.

Ce règlement du conseil de la monnaie et du crédit (CMC) de la banque d'Algérie a pour objet de fixer le capital minimum que doivent libérer, à leur constitution les banques et établissements financiers exerçant en Algérie.

- L'article 2 du règlement stipule en ce sens :-

Les banques et établissements financiers, constitués sous forme de société par actions de droit algérien, doivent disposer à leur constitution, d'un capital libéré en totalité et en numéraire au moins égal à : Dix milliards de dinars (10.000.000.000.DA) et Trois milliards cinq cents millions de dinars (3.500.000.000.DA) pour les établissements financiers.

E) Règlement CMC N° 04-03 du 4 mars 2004 relatif au système de garanties des dépôts bancaires.

Ce règlement stipule entre autres :-

- Article 2 : les banques ainsi que les succursales de banques étrangères sont tenues d'adhérer dans les conditions prévues par le règlement au système de garantie de dépôt

-Article 6 : Le fonds de garantie des dépôts bancaires est géré par la société par actions dénommée « société de garantie des dépôts bancaires ». Les banques doivent souscrire au capital de la société de garantie des dépôts bancaires qui est réparti à parts égales entre elles.

- Article 7 : Les banques sont tenues de verser au fonds de garantie des dépôts bancaires, une prime annuelle calculée sur le montant global des dépôts en monnaie nationale enregistrée au 31 décembre de chaque année. Nous constatons entre autres à travers ces différents règlements que la banque d'Algérie et la commission bancaire mettent en évidence les accords de Bâle.

F) Instruction de la banque d'Algérie du 22/7/2015 instruisant les banques et établissement financiers de la place de diviser par deux leurs plafonds d'engagement extérieures par signature.

La banque d'Algérie dans le cadre de cette instruction a décidé d'intervenir afin d'élever d'un cran les pressions sur les importateurs. En effet, et dans une instruction datée du 22 juillet 2015, l'autorité monétaire instruit les banques et établissement financier de la place de diviser par deux le plafond d'engagements extérieurs par signature. La banque d'Algérie entend ainsi limiter les capacités des banques à domicilier des opérations de commerce extérieur par le crédit documentaire. La banque d'Algérie renforce ses contrôles en ce qui concerne les opérations de commerce extérieur. Les acteurs du marché bancaire devront lui transmettre un état mensuel des transactions et transferts effectués. Ainsi si les recettes ont été divisées par deux, les importations de biens et services n'ont baissé que de 10% durant le premier semestre de 2015 et les réserves de change ont fondu de plus de 19 milliards de dollars en trois mois. La nouvelle instruction de la banque d'Algérie destinée à restreindre en amont les capacités d'importation des opérateurs, semble aujourd'hui la dernière

planche de salut. La démarche de la Banque d'Algérie procède de la volonté de celle-ci de réorienter les ressources des banques vers le financement de l'activité économique interne.

IV) LE CONTROLE DE LA QUANTITE DE MONNAIE (LA STABILITE DES PRIX) OU LA NECESSITE DE LA MAITRISE DE L'INFLATION PAR LA BANQUE D'ALGERIE.

La croissance économique équilibrée nécessite une bonne adéquation entre la quantité de moyens de paiement fournis par le système bancaire (sous le contrôle de la banque centrale) et les besoins des agents économiques (leur financement). Trop de monnaie dans l'économie (de création monétaire) se traduit par l'inflation qui nuit au bon fonctionnement de l'économie...

A) LA banque d'Algérie doit être au centre de la politique de réduction de l'inflation

La banque d'Algérie est au cœur du processus de maîtrise de l'inflation, à condition que la réduction de cette inflation soit un objectif politique clairement exprimé et affiché par les autorités publiques. La banque d'Algérie n'est pas un atome libre qui peut à sa guise prendre les mesures classiques, connues et appliqués par tous les pays du monde, mesures essentiellement destinées à limiter, si ce n'est réduire, la croissance et le volume de la masse monétaire et à augmenter l'épargne des particuliers. Peut-on affirmer que la banque d'Algérie n'a rien fait dans ce sens ? Tel n'est pas le cas. La banque d'Algérie doit prendre des mesures à la hauteur du défi inflationniste. Elle connaît la nature de ces mesures car elles font partie des connaissances techniques exigées des banques centrales modernes. La banque centrale (banque d'Algérie) comme toutes les banques centrales du monde a la charge de mener les politiques monétaires destinées à résorber le surplus de masse monétaire générateur de l'inflation. La banque d'Algérie à l'autonomie nécessaire pour décider seule de faire de la lutte contre l'inflation une priorité économique urgente.

Les autorités publiques détentrices du pouvoir de décision effectif doivent prendre une position non ambiguë à l'égard de l'inflation et faire prendre à la banque d'Algérie, dans le cadre de ses prérogatives statutaires, toutes les mesures, si dures soient-elles, destinées à réduire, si ce n'est à limiter l'inflation. Seule une politique claire, ferme et énergique de lutte contre l'inflation par les moyens monétaires connus et utilisés ailleurs et déjà employés en Algérie, mais à un niveau d'intensité insuffisant peut conduire au contrôle de la tendance inflationniste.

Il y a peu de domaines aussi bien compris et maîtrisés en économie que l'inflation (hausse des prix). Ses causes peuvent être multiples : augmentation des salaires plus conséquents que l'amélioration de la production, hausse des prix des produits importés, pénuries de certains biens (sécheresse) et autres.

Mais le mécanisme de transmission est toujours monétaire : trop de monnaie qui chasse peu de biens. Il y a donc une proportionnalité qu'il faudrait respecter entre la monnaie en circulation et les biens et les services produits et commercialisés dans une économie. Mais comprendre le phénomène n'implique guère que l'on puisse éliminer sans problèmes ses aspects négatifs. Il y aurait donc lieu de s'inquiéter de l'inflation en Algérie dans le futur.

B) L'inflation est fondamentalement un phénomène monétaire.

L'inflation est fondamentalement un phénomène monétaire. De nombreuses études empiriques le confirment, les périodes prolongées de forte inflation vont généralement de pair avec une vive

croissance monétaires. Même si d'autres facteurs (comme les variations de la demande globale, les mutations technologiques ou la hausse rapide des cours des matières premières) peuvent influencer sur les évolutions des prix à plus court terme, leurs effets peuvent être neutralisés au fil du temps par un certain degré d'ajustement de la politique monétaire. En ce sens, les tendances à plus long terme des prix ou de l'inflation peuvent être contrôlées par les banques centrales.

Certes, les questions monétaires sont complexes et sont toujours à l'origine des crises économiques et financières. C'est pourquoi leur traitement requiert beaucoup d'expertise mais aussi de sagesse et de prudence. Les décisions qui seront prises aujourd'hui nécessiteront un délai de réaction pour voir leur efficacité sur le terrain. Mais avec la multiplication de crises consécutives, tous les pays ou presque se focalisent de plus en plus sur la gestion de la monnaie. L'incertitude est de mise dans l'univers économique ; Par conséquent, la meilleure façon d'évaluer le pouvoir d'achat d'une monnaie fiduciaire est de pouvoir comparer les montants mis en circulation par rapport à la production de richesses. Plus les montants mis en circulation sont élevés relativement à la production de richesse (la productivité), plus le pouvoir d'achat de la monnaie est faible. ; Toutefois une monnaie peut avoir un faible pouvoir d'achat dans un pays et un fort pouvoir d'achat dans un autre. Cela dépend du degré d'inflation et de productivité de chaque pays.

Nous pensons que les moyens de lutte contre l'inflation, tels que la rigueur monétaire et la rationalisation budgétaire pour utiles qu'ils soient sont datés et de nature conjoncturelle. Les moyens durables sont de nature structurelle. En Algérie, ils doivent porter sur la poursuite des réformes pour faire émerger une économie performante hors hydrocarbures. Le temps est à présent compté. Le cycle haussier du pétrole est aussi arrivé à terme. Des experts prédisent un baril de pétrole à 40 dollars en 2016, aussi, le syndrome de 1986 plane sur l'Algérie. La solution durable pour contenir l'inflation se joue pour une grande partie dans la sphère réelle hors hydrocarbures ; ce qui renvoie à notre aptitude à faire émerger et maintenir à court et moyen termes, une croissance forte dans l'agriculture, l'industrie et les services. ; Sinon tout va s'aggraver, notamment l'inflation, quelles que soient les mesures monétaires et budgétaires prises.

C) La banque centrale peut-elle agir sur le niveau du revenu réel ou de l'emploi ?

Ce principe général, que l'on appelle la neutralité à long terme de la monnaie sous tend tous les cadres de pensée et les théories macroéconomiques traditionnels. En assurant, une stabilité crédible des prix, la politique monétaire exerce une incidence positive sur le bien-être et l'activité réelle. Au delà de cette incidence favorable de la stabilité des prix à long terme, le revenu réel et le niveau d'emploi d'une économie sont essentiellement déterminés par des facteurs réels liés à l'offre, notamment : le montant et la qualité du capital et du travail, ainsi que le progrès technologique et la

conception des politiques structurelles , et ne peuvent être accrus par une politique monétaire expansionniste.

Aussi, les principaux déterminants de l'emploi et du revenu réel à long terme sont le progrès technologique et tous les aspects du cadre institutionnel de l'économie, en l'occurrence : la politique fiscale, les politiques sociales ; les réglementations déterminant la flexibilité des marchés et les incitations aux apports de travail ou de capital et aux investissements en capital humain.

V) POLITIQUE MONETAIRE ET CHOIX BUDGETAIRE

Les mesures de politique monétaire ne sauraient remplacer la consolidation budgétaire et les réformes structurelles. Les décisions en matière de politique monétaire doivent être fondées sur des analyses approfondies de l'évolution de l'économie aussi bien en termes réels que financiers et monétaires. L'objectif final de la politique monétaire est la stabilité des prix à travers un ciblage de l'inflation. Dans les pays en développement, eu égard aux grands besoins des populations, la banque centrale ne peut se limiter à un objectif de stabilité des prix. Elle est appelée à soutenir la croissance et l'emploi.

Dans les pays occidentaux touchés par la crise, la politique monétaire a joué un rôle fondamental. Les banques centrales ont délaissé le dogmatisme, et donc la priorité à la lutte contre l'inflation et se sont attaquées aux effets de la crise par la mise en place de politiques pragmatiques qualifiées de politiques monétaires non conventionnelles.

Dans le cas de l'Algérie, il faut rappeler d'abord que l'économie algérienne n'est pas encore une économie de marché financier. Il s'agit toujours d'une économie d'endettement où les entreprises se financent essentiellement par le crédit bancaire et les banques se refinancent auprès de la banque centrale. Dans cette économie, le bilan des banques est prédominé par les dépôts de la clientèle au niveau du passif et les crédits au niveau de l'actif. Dans une économie de marché financier, les entreprises, les banques, le trésor etc. se financent par l'émission de titres sur les marchés de capitaux. Le bilan des banques comprend une partie importante de titres acquis au niveau des emplois et des titres émis au niveau des ressources. IL en découle que le crédit bancaire et le taux d'intérêt demeurent les principaux canaux de transmission de la politique monétaire. Il faut donc que la banque d'Algérie renforce ces deux canaux par la mise en œuvre d'une politique active en faveur des crédits bancaires, notamment ceux qui financent les entreprises à valeur ajoutée et les branches exportatrices. Tout en restant dans le cadre d'une politique monétaire indicative, on peut faire usage d'instruments indirects, mais qui nous semblent être plus efficaces. De plus, de par la nature de son

indépendance, elle dispose de la liberté de choix des instruments de politique monétaire. Elle peut donc agir de façons plus pertinentes. Parmi les stratégies, on peut citer :-

- L'open market : qui se traduit par un achat ferme de titres surtout du trésor par la banque centrale. Il ne se traduit donc pas par cette amplification des besoins de liquidités. Cette technique nécessite cependant la présence d'un marché secondaire de bons du trésor liquide
- La technique du réescompte : Celui-ci a le même avantage que l'open market. Cependant, il présente la caractéristique d'être en même temps un instrument de refinancement avec achat ferme des traites, mais il constitue également un refinancement ex post d'une opération de crédit.
- Cependant, il nous semble nécessaire d'être sélectif à ce niveau car parmi les entreprises, il ya celles qui créent de la valeur ajoutée, celles qui créent des emplois et celles qui exportent....ces entreprises méritent le soutien possible. Cependant, Il ya des entreprises qui ne méritent pas le soutien. C'est le cas des entreprises dont l'activité se réduit à l'importation de produits finis de consommation avec des effets négatifs sur les réserves de devises, voire même sur l'économie nationale. Aussi, la politique monétaire en Algérie doit être perfectible.

Toutefois, Il ya lieu de signaler que généralement la politique monétaire des banques centrales est dictée par les choix budgétaires des gouvernements. Les choix politiques sur lesquels les gouvernements en général fondent leurs actions sont reflétés par le budget tant dans son ampleur que dans les dépenses qu'il couvre ou l'origine des recettes destinées à assurer la bonne exécution de ces dépenses.

VI) LA POLITIQUE MONETAIRE ET LA MODERNISATION DU SYSTEME FINANCIER

Une économie moderne, puissante, performante et compétitive ne peut exister sans un système bancaire et financier moderne, puissant, performant et ouvert. L'une ne va pas sans l'autre. Les pays développés nous offrent le meilleur exemple de cette parfaite osmose. Aussi, quel rôle peut jouer le système financier et la politique monétaire dans le processus de croissance ? Les analyses théoriques de la croissance mettent l'accent sur le développement financier comme moteur de cette croissance. Dans ce cadre, les analyses théoriques, comme les études empiriques, confirment le lien entre développement financier et performances économiques. Comment dans le nouveau contexte qui caractérise actuellement l'économie algérienne, on peut favoriser cette synergie banque-entreprise et la rendre économiquement profitable pour les deux acteurs et favoriser ainsi l'émergence d'une croissance durable ?

Dans les pays qui sont pleinement et de longue date établis dans l'économie de marché, les banques sont organisées pour s'assurer avec les agents économiques, des relations étroites, permanentes et multiformes. A l'époque actuelle, la banque se conçoit comme une banque universelle organisée autour d'un réseau d'agences denses et de filiation d'exploitation spécialisée dans les métiers bancaires connexes et annexes à l'intermédiation.

Afin de diversifier ses revenus, maîtriser ses risques et consolider son portefeuille client, elle accorde une importance vitale à la compétence de ses hommes et à la sophistication de ses moyens techniques (informatiques surtout) et organisationnels (rapidité et efficience des procédures conciliant coordination et cloisonnement).

Tels sont à grands traits, les standards sur lesquels le système bancaire algérien est appelé à s'aligner pour faire face à la mondialisation bancaire qui s'annonce.

A) Quelques conditions pour une efficacité accrue du système bancaire algérien.

Pour rentabiliser au mieux les chantiers de modernisation du système bancaire, il devient impératif de remodeler totalement la vision en cours qui consiste à donner les moyens sans exiger de l'efficacité. Il est certain que pour se hisser au niveau souhaité, il convient de travailler dans les directions suivantes sans perdre de vue la relation banque-entreprise et ce grâce à une stratégie réfléchie.

-Développer la désintermédiation, ou une partie de l'intermédiation bancaire s'effectuera par le biais du marché financier et non plus uniquement par le marché du crédit.

-Inciter les banques étrangères installées en Algérie à favoriser le financement de l'entreprise algérienne. On sait que les opérations de commerce extérieur constituent l'essentiel des activités de banques étrangères installées en Algérie. Est-ce seulement pour le pactole des importations générées par les revenus tirés des exportations des hydrocarbures que les banques étrangères s'implantent en Algérie ou pour accompagner réellement l'effort du développement du pays, en accompagnant les entreprises locales pour les besoins de financement ?

-L'extension du champ d'action traditionnel signifie que les banques algériennes ne doivent plus se suffire uniquement des activités du crédit. Elle gagnerait à s'engager dans les opérations de placement, la gestion d'actif, ce qui leur permettra de diversifier leurs sources de revenus et de risques.

-La montée des risques (dégradation de la situation des entreprises) étant un phénomène normal dans une économie qui s'ouvre et qui se diversifie. Il devient urgent pour le système bancaire de baliser cette montée des risques par un renforcement du contrôle interne adossé à des méthodes d'évaluation de la rentabilité des opérations.

-La modernisation des systèmes de paiements

-Le problème de la réhabilitation des moyens de paiements (chèque, virement, lettre de change, carte de crédit etc.) se pose avec acuité et conditionne la bancarisation de l'économie qui enregistre un déficit croissant dans les circuits de règlement

-La maîtrise des risques : la nécessité pour les banques d'introduire plus de rigueur dans l'évaluation et l'appréciation des concours qu'ils accordent aux opérateurs.

-L'innovation par l'élargissement de la gamme des produits offerts aux fins de collecter plus d'épargne tout en améliorant les rendements et mobiliser plus de ressources pour les réinjecter dans l'économie.

-Le management : dans ce nouvel environnement, le banquier doit connaître les mécanismes financiers de la banque, gérer les risques par la mise en place et le suivi d'une politique appropriée de prévention et être capable de définir une stratégie globale.

VII) LA POLITIQUE MONETAIRE ET LA GESTION DU TAUX DE CHANGE DU DINAR

Le cours du dinar s'est déprécié de 11% contre le dollar américain entre fin 2014 et mars 2015 et de 7% entre juin et décembre 2014. Après une chute de 11% ; la baisse de la valeur du dinar par rapport à la monnaie américaine est intimement liée à la conjoncture qui prévaut sur les marchés pétroliers. En effet, la chute des cours du pétrole a imposé une baisse nette des fondamentaux de l'économie algérienne.

A) Le taux de change

La politique de taux de change n'est pas considérée comme un facteur bloquant du développement économique. Elle ne constitue pas un frein à la croissance et au développement ; même si des améliorations peuvent être apportées, considérant la structure de l'économie nationale. Cependant, la politique de change n'est pas un instrument de politique monétaire, mais de politique économique. Toutefois, les variations des taux de change peuvent avoir un impact effectif sur les évolutions de la masse monétaire.

B) Faut-il libéraliser le taux de change en Algérie et autoriser les flux de capitaux ?

Notre pays n'est pas arrivé à une telle étape dans la maîtrise du développement ou nous devrions le faire. De nombreux pays plus performants que l'Algérie (Indonésie, Thaïlande, Corée du sud) ont décidé d'abandonner l'idée d'une liberté totale des flux de capitaux. L'argumentation de ces libéraux extrêmes repose sur les indicateurs macroéconomiques et les réserves de change. Cependant, une analyse des plus superficielles révélerait que les fondamentaux économiques en Algérie sont mauvais (productivité, création d'entreprises, exportations hors hydrocarbures). C'est uniquement la rente qui produit la croissance hors hydrocarbures et qui a contribué à améliorer les réserves de change. L'économie algérienne est extrêmement vulnérable aux fluctuations des marchés mondiaux de l'énergie. Il suffit de trois mauvaises années pour que les réserves s'effondrent et que les transferts de capitaux deviennent problématiques. Nous avons une politique de taux de change qui consiste à opérer un glissement orienté de la valeur du dinar en vue d'obtenir un équilibre entre les quantités de monnaie offertes sur le marché par la banque d'Algérie et les quantités demandées par les opérateurs économiques. Ce système a permis à l'économie algérienne de fonctionner sans grandes difficultés majeures induites par ces mécanismes.

C) Comment éradiquer le marché parallèle ?

Le taux de change parallèle est toujours plus proche de la réalité économique de l'offre et de la demande. La valeur du dinar se heurte à des problèmes beaucoup plus complexes comme ceux de la faiblesse de la productivité et l'orientation des ressources des agents économiques vers l'importation plutôt que la production de biens et de services. Nous avons donc deux chantiers importants qui peuvent booster la valeur de notre économie : rendre nos entreprises plus compétitives et notre économie plus productive. La politique du taux de change, à elle seule peut faire peu de choses pour améliorer la compétitivité internationale de notre pays et par là rehausser la valeur du dinar. A cette étape de développement rendre le dinar convertible serait prendre des risques énormes vis-à-vis de notre économie nationale. Alors que peut-on faire pour améliorer la situation ?

Il est inadmissible qu'un pays de la taille de l'Algérie et aussi ouvert puisse fonctionner sans bureaux de change. L'administration n'est pas outillée pour satisfaire au mieux tous les besoins de financement. Certains seront forcément évacués vers les bureaux de change. Il y a beaucoup de questions à régler pour les ériger, mais elles ne peuvent pas être insurmontables. Beaucoup de pays disposant de moins de ressources et de moins de compétences ont érigé ces institutions. Nous avons la une faiblesse manifeste et décriée par la vaste majorité des citoyens. L'absence de bureaux de change constitue une faiblesse manifeste de l'économie nationale et une lacune dans l'action des autorités monétaires.

Concernant les bureaux de change, il existe plusieurs pistes pour alimenter ce marché. Il serait possible d'autoriser les exportateurs hors hydrocarbures à échanger 50% de leurs avoirs sur ce marché. C'est autant une source de motivation pour l'exportation hors hydrocarbures que pour faire fonctionner correctement ce marché. Les ressources des hydrocarbures doivent financer uniquement le développement économique et les besoins les plus prioritaires de la population.

Les importateurs de certains biens de luxe peuvent se voir obligés d'effectuer leurs opérations internationales à travers les bureaux de change. ; Toute la problématique réside dans l'amélioration de l'offre en monnaie étrangère de ces bureaux afin que le différentiel de taux ne soit pas important. Par ailleurs, le taux qui va prévaloir au sein de ce marché libre mais régulé est plus révélateur de la valeur réelle du dinar. Il va servir à orienter les politiques de glissement du dinar vers sa parité réelle. Orientation de la valeur officielle et politique d'alimentation du marché par des ressources autres que celles de Sonatrach permettront de faire fonctionner ce marché d'une manière acceptable.

Parmi les mesures que les pouvoirs publics peuvent prendre dans ce cadre, il y a lieu de citer par exemple : la première mesure contre le développement du marché parallèle est d'instituer un double taux de change, un taux de change défavorable pour les importateurs, un taux de change favorable pour les producteurs afin qu'ils importent leurs intrants à moindre coût. La seconde mesure dans la durée est de développer un véritable secteur productif, et améliorer les exportations hors hydrocarbures.

D) La valeur du dinar en forte chute

La monnaie nationale perd de sa valeur face aux principales devises, dont le dollar particulièrement. Au 3 août 2015 : 1dollar= 103, 63 dinars à la vente et 97, 66 dinars à l'achat. Mais la chute de la valeur du dinar par rapport au dollar a été amorcée au moins depuis l'année dernière. Dans sa dernière note de conjoncture, analysant les agrégats financiers et monétaires des trois premiers mois de 2015, la banque d'Algérie reconnaît une dépréciation du dinar, mais qui ne datait pas de cette année : le cours du dinar s'est déprécié de 11% contre le dollar américain entre fin décembre 2014 et fin mars 2015 suite à l'impact du choc externe de grande ampleur sur les fondamentaux » lit on dans la dernière note de conjoncture de la banque d'Algérie. Au second semestre 2015, la valeur du dinar a encore chuté face au dollar. Cette tendance à l'érosion du cours du dinar est expliquée officiellement par l'appréciation du billet vert. Il est aussi le reflet d'une économie en manque de compétitivité. Le dinar qui était jusqu'ici surévalué, de l'avis même de la banque d'Algérie qui tentait

d'étouffer le feu inflationniste de 2012 par son moyen de politique monétaire, ne pouvait plus l'être en cette période de raréfaction des ressources en devises et de faibles rendement de la fiscalité pétrolière. La valeur de la monnaie nationale est, certes la résultante d'un calcul de la banque d'Algérie, suivant un régime de change flottant dirigé, mais elle suit aussi l'évolution des fondamentaux de l'économie ; Depuis juin 2014, ces fondamentaux changent et prennent une tournure à la baisse, ce qui justifie en grande partie le changement de comportement de la banque d'Algérie ; en d'autres termes, il n'est plus judicieux que le dinar concourt à la subvention des importations au détriment de la production nationale. Un dinar moins évalué sert aussi à atténuer les conséquences du choc pétrolier sur les recettes de la fiscalité pétrolières. Pour un pays dont les hydrocarbures représentent la ressource dominante dans les exportations, il est souvent recommandé de fixer la valeur de la monnaie par rapport au prix de cette ressource dominante. Depuis, que la chute des prix du pétrole s'est fait ressentir sur les fondamentaux de l'économie, les experts de la banque d'Algérie semblent avoir pris en charge les variations des cours du pétrole dans la fixation de la valeur du dinar.

D) Les différentes hypothèses quant à la dépréciation de la monnaie nationale

S'agit-il d'une dévaluation, dépréciation ou glissement du dinar ? Le résultat final et que la valeur externe de la monnaie nationale a connu une baisse par rapport au dollar et l'euro.

La question posée est la chute vertigineuse du dinar face au dollar à un niveau où un dollar américain a franchi la barre des 100 dinars, soit une dépréciation de presque de 30% en quelques années. Faut-il rappeler que la loi de finances 2015 s'est basée sur un cours de 79 DA contre un dollar. Ceci dénote un défaut de prévision et de vision, même avec un taux de change flottant.

a) Première hypothèse

Dans une telle conjoncture, la banque d'Algérie a-t-elle souhaité la dépréciation du dinar en se servant de simples réajustement artificiels et conjoncturels susceptibles d'amortir ne serait ce que faiblement le choc extérieur ? Il est clair que le dinar est affecté directement par la chute des prix du pétrole. Le baril de pétrole, coté à environ 110 dollars en juin 2014, a enregistré depuis une chute vertigineuse frôlant la barre des 47 dollars. Un véritable choc pour une économie fortement dépendante du secteur des hydrocarbures, qui contribue à environ 40% du PIB ET à 98% des exportations. Aussi les réserves de change sont en train de fondre passant de 178 milliards de dollars fin 2014 à 158 milliards à la fin du premier trimestre 2015.

S'agit-il d'une dévaluation qui obéit à la baisse des fondamentaux de l'économie du pays ? Il est fort probable que la chute du dinar est volontairement choisie par les autorités monétaires et financières qui sont en train de faire face au tarissement de la rente ; c'est une dévaluation

discrétionnaire, consistant à gagner quelques marges en termes d'augmentation de recettes extérieures libellés en dollars. Cette mesure permettra une augmentation artificielle de la fiscalité pétrolière qui s'est érodée en enregistrant une baisse de 28, 2% au premier trimestre 2015 par rapport à la même période de 2014 ;

Techniquement on dévalue le plus souvent pour booster les exportations et réduire les importations. Pour l'Algérie, c'est surtout la réduction des importations qui est le grand enjeu. Les exportations algériennes sont déconnectées de la logique des taux de change, le marché des hydrocarbures n'est en rien lié à la valeur du dinar. Mais, marginalement, cette opération peut donner un coup de pouce aux exportations hors hydrocarbures. Les prix des biens et des services algériens vont baisser de 10% par rapport aux monnaies étrangères. Certes, ce n'est pas conséquent. Mais les professionnels du management n'ignorent pas qu'un gain de 10% dans les marchés compétitifs n'est pas négligeable dans la lutte féroce que se livrent les firmes. La dévaluation du dinar donc est partiellement destinée à réduire les importations. On ne peut parler d'exportation en Algérie à l'heure actuelle, car les hydrocarbures constituent les 98% des recettes en devises.

Toutefois, nous estimons que les pouvoirs publics jouent sur les concepts estimant que ce n'est pas une dévaluation, mais plutôt une dépréciation : on ne peut pas parler de dévaluation, car le cours de change du dinar n'est pas un régime de change fixe. C'est un régime de flottement dirigé. On peut parler également de dépréciation car le dinar n'est pas convertible sur le marché des changes. Aussi, et dans ce cadre, il y a fort à parier que nous sommes en présence d'un cas d'intervention de la banque centrale, de manipulation du taux de change dans l'objectif de limiter la hausse des importations.

Cependant, cette dépréciation n'est-elle pas tout à fait normale ? dans la mesure où le gouvernement a concédé des augmentations de salaires et a largement subventionné les produits de large consommation sans contrepartie ; cela a entraîné une inflation ; la baisse du dinar aura aussi un impact sur l'inflation.

Cependant, la baisse du dinar jouerait à fond pour réduire les importations, si les politiques nationales rendaient l'offre élastique, c'est-à-dire qu'elle réponde rapidement à toute opportunité de marché. Mais là encore, faudrait-il qu'on ait un appareil productif réactif : c'est-à-dire que les banques, les entreprises et les administrations mettent rapidement des dispositifs qui vont prendre toutes les niches de marchés qui deviennent compétitifs, suite à cette baisse.

b) Deuxième hypothèse

S'agit-il d'une décision politique quant à la dépréciation du dinar ? La décision de la banque d'Algérie peut paraître une décision politique : pourquoi ?

A travers cette dépréciation, le gouvernement peut tenter de voiler une réalité économique. En effet, la dépréciation du dinar permettra de gonfler artificiellement le fonds de régulation des recettes calculés en dinars et les rentrées de la fiscalité financière. Cette situation donnera lieu à un semblant de bonne santé financière ; cela cachera les dépenses publiques, de surcroît le déficit budgétaire. Ainsi, pour masquer le déficit du budget, le gouvernement a trouvé dans la dépréciation du dinar la solution. La dépréciation du dinar est un résultat automatique d'une politique monétaire permissive, faite d'un accroissement de l'émission monétaire sans rapport avec l'évolution de la sphère productive.

Dévaluation et dépréciation indiquent le même mouvement à la baisse de la parité de la monnaie nationale. Dans ce cadre, toute modification de la parité de la monnaie par rapport aux devises étrangères correspond à une augmentation de la masse monétaire sans création supplémentaires de richesses matérielles produites localement. La conséquence directe sera l'augmentation des prix sur le marché et donc une diminution du pouvoir d'achat des titulaires des revenus fixes : fonctionnaires etc.

Il ya lieu de souligner par ailleurs, que la banque d'Algérie a mis en avant une dépréciation du dinar par rapport à l'euro depuis 2010, le dinar a enregistré en 2012 une baisse de 11% par rapport au dollar et de 7% par rapport à l'euro.

Cependant, une question se pose : si l'euro a chuté face au dollar en janvier 2011, en janvier 2012 et juillet 2012, pourquoi le dinar ne s'était pas apprécié par rapport à la monnaie européenne durant cette période ?

La dévaluation du dinar est issue d'une décision du conseil de la monnaie et du crédit(CMC) le CMC en question n'est il pas composé en majorité de représentants du gouvernement ? Le CMC n'est il pas une instance éminemment politique ? Pourquoi, c'est au CMC qu'incombe la décision de réviser le taux de change de la monnaie nationale ?

S'il s'agissait d'une simple dépréciation, le directeur des changes au niveau de la banque d'Algérie aurait pu se charger de la gestion du taux de change suivants les critères fixés par la politique monétaire de cette institution. Dans ce contexte, plusieurs questions peuvent se poser :-

-La dévaluation n'est elle pas le reflet de la non maîtrise de l'inflation en Algérie ?

- La dévaluation du dinar n'est elle pas en rapport avec l'importance de l'informel qui sévit de plus en plus en Algérie et qui a engendré une importante masse monétaire que les banques n'arrivent pas à absorber ?

-La valeur réelle du dinar n'est elle pas fixée par les cambistes de l'informel au square de port Saïd d'Alger par exemple ?

c) Troisième hypothèse :

Dans le cadre des instruments de la politique monétaire, il existe des instruments directs (encadrement et sélectivité du crédit) et des instruments indirects (le réescompte, l'open market, les réserves obligatoires et la politique de change). Cependant, à strictement parler, la politique de change n'est pas un instrument de politique monétaire mais de politique économique. Sans entrer dans les détails des relations entre la politique de change et la politique monétaire, les variations des taux de change peuvent avoir un impact effectif sur les évolutions de la masse monétaire.

La banque d'Algérie détermine la valeur du dinar à partir d'un panier de monnaies étrangères où prédominent le dollar et l'euro. Lorsque le taux de change de ces deux monnaies notamment fluctue à la hausse ou à la baisse, il influence automatiquement le taux de change du dinar. Par ailleurs, la banque d'Algérie calcule ce qu'elle appelle le taux de change effectif réel du dinar à partir d'une formule établie par le FMI et utilisée par la plupart des pays. Pour arrêter ce taux, la formule intègre les fondamentaux (c'est-à-dire les aspects essentiels qui caractérisent l'économie de notre pays, y compris le différentiel d'inflation). Il est normal que la banque d'Algérie recoure à des instruments considérés comme fiables et utiles pour déterminer de manière plus objective le taux effectif réel du dinar tout en veillant à le maintenir proche de son niveau d'équilibre. Mais il importe de ne pas être prisonnier d'une formule quelle que soit son efficacité. La détermination du taux de change est à faire à la fois avec flexibilité en fonction de l'offre et de la demande sur le marché inter bancaire des devises et d'une manière pragmatique qui prenne en considération les objectifs qu'on veut atteindre en fixant le taux en question.

Il y a lieu également de noter que ce qui crée des difficultés à l'économie algérienne entre autres, c'est l'existence du marché parallèle des devises qui est une véritable plaie et d'autre part, l'absence d'action efficace pour mettre fin aux multiples dysfonctionnements afin de mettre en place une stratégie visant le développement économique et social. Une telle stratégie doit tendre à promouvoir les investissements productifs notamment à mobiliser tous les moyens en assurant leur bonne utilisation pour atteindre les objectifs visés. Nous considérons que les conditions à remplir pour une bonne tenue du dinar face aux fluctuations des marchés extérieurs physiques et monétaires renvoient à la capacité ou non des entrepreneurs algériens à mettre sur le marché une offre

nationale de biens et services abondante et de qualité. C'est cela à notre sens qui orientera à l'avenir et de plus en plus, la polarité dans la variation du taux de change du dinar, plus que les exportations des hydrocarbures. Par ailleurs, les richesses et les emplois créés dans l'espace national, en substitution aux importations ne peuvent qu'être confortés par une dépréciation qui, en plus, renchérit les importations et augmente les capacités fiscales donc budgétaires de l'Etat. Toute réévaluation augmente notre propension à importer davantage.

La banque d'Algérie rappelle que la politique de change qu'elle poursuit a pour objectif la stabilisation du taux de change effectif réel du dinar à son niveau d'équilibre de moyen terme déterminé par les fondamentaux de l'économie nationale où le différentiel d'inflation joue un rôle important. La banque d'Algérie explique que les cours de change du dinar vis-à-vis des principales devises sont déterminés de manière flexible sur le marché interbancaire des changes en fonction des conditions de l'offre et de la demande tout en précisant qu'elle demeure la principale source de devises offertes sur ce marché. Pour la banque d'Algérie l'évolution récente des cours du dinar face à l'euro et dollar américain devrait être lue à la lumière des effets de la volatilité financière externe en cours, mais aussi à travers l'observation des séries chronologiques des cours du dinar vis-à-vis de l'euro et du dinar.

La valeur de la monnaie est déterminée par l'équilibre des termes de l'échange. Notre économie est aujourd'hui trop faible dans plusieurs domaines, hormis quelques activités dont les ressources énergétiques. Toutes les autres branches de l'économie ne peuvent pas supporter la compétition internationale, alors qu'un fort pouvoir d'achat est distribué dans notre pays, pouvoir d'achat alimenté par les exportations d'hydrocarbures et par une commande publique d'infrastructure. Ce pouvoir d'achat se porte principalement sur la satisfaction des besoins primaires des populations. Tout pouvoir d'achat se traduit mécaniquement par une détérioration des termes d'échange, donc par un ajustement à la baisse de la valeur du dinar. De plus cette tendance est accentuée par le fait que compte tenu de la structure de ces exportations d'hydrocarbures liés au dollar (monnaie de réserve) nous subissons les ajustements extérieurs de valeurs des monnaies (des pays d'où nous importons) par rapport au dollar américain.

Dans ce cadre réévaluer le dinar ne peut conduire qu'à favoriser l'importation au détriment des productions nationales déjà fortement pénalisées.

Les recettes d'exportation deviennent donc l'élément essentiel de la création monétaire ; les excès de liquidité exercent une pression sur les prix et maintiennent l'inflation à un niveau relativement élevé à la suite des fortes dépenses du budget de l'état. La croissance de l'économie, tirée en grande partie par les dépenses publiques, reste faible. Cette croissance ne reposant pas sur des bases saines

et solides n'a pas d'impact sur le développement réel durable. Il s'agit d'une croissance sans développement. Durant ces cinquante années, la banque d'Algérie est passée par différentes étapes. Après avoir perdu ses prérogatives, elle les récupère en matière notamment de politique monétaire et de supervision du système bancaire. Toutefois, pour accomplir sa mission principale et relever les nombreux défis auxquels elle reste confrontée, elle dépend en grande partie des actions qui sont du ressort des pouvoirs publics.

VIII) LA POLITIQUE MONETAIRE ET LA GESTION DES TAUX D'INTERET.

Les taux d'intérêt influencent les comportements des agents économiques en matière de partage épargne/consommation ; investissement et placement etc.

Les taux d'intérêt pratiqués par les banques commerciales en Algérie, les taux créditeurs (taux de rémunération des dépôts effectués auprès des banques ont été libéralisés en 1990, mais en pratique cette libéralisation est fictive puisque les taux créditeurs sont restés sous l'influence du plafonnement des taux débiteurs.)

Toutefois, le règlement N° 09-03 du 26 mai 2009 fixant les règles générales en matière de conditions de banque applicables aux opérations de banque émanant de la banque d'Algérie stipule dans son article 5 ce qui suit : « Les taux d'intérêt créditeurs et débiteurs, ainsi que les taux et niveaux des commissions applicables aux opérations de banque sont librement fixés par les banques et établissements financiers. La banque d'Algérie peut, toutefois, fixer le taux d'intérêt excessif. Les taux d'intérêts effectifs globaux sur les crédits distribués par les banques et établissements financiers ne doivent en aucun cas dépasser le taux d'intérêt excessif. Les dates de valeur sur les opérations de banque restent réglementées. Elles sont précisées par instruction de la banque d'Algérie. »

IX) CONCLUSION

La politique monétaire a une influence non négligeable sur le renforcement de la crise financière et en même temps sur la crise économique, à partir de certains constats déterminants, comme la volatilité du taux de change et ses effets par exemple. Aussi, certaines recommandations sont à préconiser à notre humble avis.

A) Concernant le taux de change du dinar

-Tant que le taux de change du dinar n'aura pas atteint un niveau qui ait un impact mobilisateur sur le potentiel de production nationale immense suivant le FMI ;

-Tant que les importateurs ne se transformeront pas en producteurs, parce que le taux de change du dinar leur coupera la voie facile de l'enrichissement par l'exploitation du différentiel de prix entre produits importés et produits nationaux du fait de la faible productivité du travail en Algérie ;

-Tant qu'un travailleur étranger payé en devise rapportera plus qu'un travailleur algérien payé en dinar...

Tout cela parce que le dinar est évalué sans prendre en considération l'impératif de servir de protecteur du potentiel de production nationale et d'aider à sa mobilisation, la monnaie nationale n'aura pas atteint son niveau de taux de change effectif réel ;

La banque d'Algérie a indiqué que les ajustements appliqués de temps à autre au dinar se font dans des marges étroites et font partie de la gestion courante de la monnaie nationale par rapport aux principales devises. Ces ajustements sont dus essentiellement aux fluctuations des taux de change du dollar et de l'euro. La stabilité de la monnaie nationale sur le plan interne et sur le plan externe constitue la fonction principale de la banque d'Algérie. Toutefois, il se trouve que quelles que soient les mesures prises par la banque d'Algérie, quelle que soit leur justesse pour assurer cette stabilité, elles restent insuffisantes pour atteindre ne serait-ce qu'en partie l'objectif visé. Elles restent insuffisantes, si elles ne sont pas accompagnées d'actions allant dans le même sens et qui sont du ressort exclusif du gouvernement. En l'absence d'une politique budgétaire rigoureuse établie en concordance avec la politique monétaire suivie par la banque centrale, de circuits commerciaux bien organisés, de lutte menée par les pouvoirs publics avec détermination contre les marchés informels, les spéculations, les fraudes, la corruption etc., les efforts déployés par la banque d'Algérie pour préserver la valeur du dinar s'avèrent vains.

a) Sur le plan interne :

La monnaie créée par la banque centrale en contrepartie de l'achat des dollars engendrée par l'exportation des hydrocarbures profite donc à l'Etat grâce aux impôts et taxes perçus. Dans ce cadre, la fiscalité pétrolière représente les deux tiers des recettes budgétaires de l'Etat. ; Les abondantes dépenses de l'Etat du fait de ces importantes ressources inondent l'économie de liquidités. Aussi, pour résorber ces liquidités au moyen de l'utilisation des différents instruments (réserves obligatoires etc.) n'ont qu'un effet limité sur l'excès de liquidités qui est devenu structurel depuis 2002, alimente l'inflation, laquelle entraîne la dépréciation du dinar ; Ainsi la dépréciation du dinar est certaine sur le plan interne et ampute le pouvoir d'achat des citoyens, notamment ceux qui disposent de peu de moyens. Mais cette dépréciation est due également à des facteurs qui ne relèvent pas directement de la banque d'Algérie.

b) Sur le plan externe :

La banque d'Algérie s'efforce après les désastreuses dévaluations du dinar durant les années 90, de maintenir dans une certaine mesure le dinar stable par rapport aux monnaies étrangères. Son taux par rapport à ceux des principales devises est flottant mais de manière contrôlée. En conséquence, sa valeur fluctue, mais dans une marge relativement étroite. Il n'est pas rattaché à une monnaie étrangère déterminée (le dollar, l'euro par exemple) de sorte que son taux reste fixe par rapport à cette monnaie. Il en est ainsi en ce qui concerne les monnaies des pays du golfe qui sont liées au dollar et ont de ce fait leur taux de change invariable par rapport à cette devise

B) L'intégration de la banque d'Algérie dans un processus coordonné de développement.

La banque d'Algérie, l'institution monétaire du gouvernement est –elle vraiment indépendante ? L'indépendance de la banque centrale en Algérie n'est elle qu'une fiction ? La politique monétaire qu'elle gère est elle la résultante des décisions politiques prises à d'autres niveaux de l'Etat et non de réflexions internes se fondant exclusivement sur des considérations techniques propres au domaine monétaire et financier ?

Aussi et dans ce cadre, parallèlement à l'adaptation du cadre dans lequel évolue le système bancaire, des réformes sont à entreprendre pour à la fois crédibiliser l'action de la banque d'Algérie et intégrer sa politique dans un processus de croissance. La loi relative à la monnaie et au crédit (Ordonnance N°03-11 du 26août 2003) prévoit, en effet, que la banque d'Algérie est autonome, mais cette autonomie ne devrait pas être synonyme de repli sur soi et pour l'efficacité de l'action de l'institut d'émission, elle suppose l'existence d'un cadre pour la consultation des partenaires directement concernés par la politique monétaire.

-La gestion du taux de change ne semble pas, quant à elle, en phase avec la réalité économique, puisque la banque d'Algérie a tendance à reconduire la politique du glissement du dinar, menée au début de la décennie 90 .La politique du glissement du dinar, n'est accompagné ni de la mise en place d'un mécanisme qui permettrait la prise en charge du risque de change, ni de la réforme du marché des changes. La réforme du marché des changes consisterait en l'ouverture d'un compartiment du marché pour traiter les opérations de change à terme afin d'assurer la couverture du risque de change, notamment celui lié à l'importation des biens et services destinés aux investissements des entreprises.

Le passage d'une économie d'endettement, une économie où les entreprises sont financées essentiellement par le crédit, à une économie de marché, où le marché des capitaux joue un rôle principal dans la croissance, implique une réforme globale du schéma de financement de l'économie.

Aussi, face à un système bancaire peu enclin à s'impliquer dans le financement de la croissance et du développement, le trésor et l'autorité monétaire sont interpellés pour engager une réforme profonde de l'intermédiation financière et du cadre de financement de l'économie nationale. Il s'agit en fait, d'élaborer un véritable programme de réformes englobant les différents volets qui freinent ou entravent le développement du système bancaire national.

A un moment où s'accélère la chute des prix du pétrole, la relance du processus de développement s'avère indispensable. Aussi, cet état de fait implique la mise en œuvre de profondes transformations structurelles. Dans ce cadre, la réforme du système bancaire se trouve au centre des réformes économiques, notamment :

- la réforme de l'administration économique de l'Etat ;
- l'évaluation de l'ordonnance N° 03-11 du 26 août 2003 relative à la monnaie et au crédit ;
- l'intégration de la politique du trésor dans une politique de croissance ;
- la restructuration du système bancaire.